Déclaration de la représentante de la République portugaise

Le Portugal est profondément préoccupé par la dégradation de la sécurité alimentaire, qui résulte de facteurs bien connus, à commencer par les conséquences de la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et les conflits, dont les effets sont amplifiés par la guerre en Ukraine.

En tant que membre de l'Union européenne et qu'acteur engagé à différentes échelles, nous soutenons les initiatives et les actions requises pour lutter contre l'insécurité alimentaire, en particulier chez les populations les plus vulnérables et les plus fragiles qui sont frappées de plein fouet par l'aggravation de ce phénomène.

Dans ce contexte, nous avons récemment versé une contribution financière au FIDA, qui joue, nous le savons, un rôle unique dans la protection des plus fragiles.

En tout état de cause, la transformation des systèmes alimentaires devrait être le fil conducteur de la lutte à l'échelle mondiale contre l'insécurité alimentaire. Sans chercher à appliquer une approche universelle, il faut absolument trouver des solutions à même d'assurer l'utilisation durable de la nature et de ses ressources et de garantir les conditions de vie des populations, notamment celles des ruraux les plus vulnérables, dans un souci d'équité et de lutte contre les inégalités, en ne laissant personne de côté et dans l'intérêt des générations futures. Aussi participons-nous, avec les autres membres de la Communauté des pays de langue portugaise, à la Stratégie pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ESAN), créée en 2011.

Toujours dans cette perspective, il convient de souligner l'importance du suivi du Sommet sur les systèmes alimentaires que le Secrétaire général de l'ONU a convoqué: il y a là une opportunité à saisir pour concevoir de façon multilatérale des initiatives en faveur de la transformation des systèmes alimentaires partout où le besoin s'en fait sentir, lesquelles pourraient prendre la forme d'accords multilatéraux mis en œuvre en fonction du contexte et des capacités de chaque pays. Là encore, la Communauté des pays de langue portugaise soutient une « coalition internationale en vue d'améliorer la gouvernance territoriale pour des systèmes alimentaires durables », dont le principal objectif est de contribuer au renforcement d'une structure de gouvernance internationale à plusieurs niveaux de façon à promouvoir des systèmes alimentaires durables.

Nous sommes convaincus que le FIDA se montrera à la hauteur des défis à venir. Il demeure fondamental pour cela que le FIDA conserve son caractère multilatéral en tant qu'entité du système des Nations Unies, dans laquelle tous les membres, sans exception, peuvent prendre part aux décisions et aux actions afin de mener à bien la mission de l'organisation dans un cadre qui assure la représentation et la diversité régionales et associe les donateurs et les bénéficiaires. La lutte contre l'insécurité alimentaire passe par le renforcement du multilatéralisme, y compris dans les institutions financières et bien évidemment au FIDA, et nous sommes certains que tous les membres apporteront leur concours à cette entreprise.